

52. Trattato di pace, concluso tra l'Italia e la Bulgaria a Neuilly Sur Seine il 27 novembre 1919. Testo francese.

Storia: questo trattato è stato firmato a Neuilly Sur Seine il 27 novembre 1919, è stato ratificato dall'Italia in base al regio decreto 15 febbraio 1920 n. 173 convertito dalla legge 10 gennaio 1925 n. 1632, è entrato in vigore in Italia il 16 marzo 1920 (come da regio decreto 16 ottobre 1919 n. 1804), e non vi è più in vigore.

Paesi aderenti: Belgio, Cecoslovacchia, Cina, Cuba, Francia, Giappone, Gran Bretagna, Grecia, Italia, Jugoslavia Nicaragua, Panama, Polonia, Portogallo, Romania, Siam, Stati Uniti da una parte e Bulgaria dall'altra.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi da Société des Nations, Recueil des traités, Ginevra, 1920, pp. 150 ss.; le notizie qui fornite sono tratte dalla banca dati ITRA (trattati internazionali) della Camera dei deputati.

a) Testo francese.

Traité de Neuilly sur Seine, du 27 séptmbre 1919

Les Etats d'Amérique, l'empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, Puissances désignées dans le présent Traité comme les Principales Puissances alliées et associées;

la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovene, le Siam et la Tchéco-Slovaquie,

Constituant, avec les Principales Puissances ci-dessus, les Puissances alliées et associées d'une part;

et la Bulgarie, d'autre part;

Considérant qu'à la demande du Gouvernement royal de Bulgarie, un armistice a été accordé à la Bulgarie, le 29 septembre 1918 par les Principales Puissances alliées et associées afin qu'un Traité de Paix puisse être conclu avec elle;

Considérant que les Puissances alliées et associées sont également désireuses que la guerre, dans laquelle elles ont été successivement entraînées directement ou indirectement contre la Bulgarie, et qui a son origine dans la déclaration de guerre adressée le 28 juillet 1914 par l'ancien Gouvernement impérial et royal d'Autriche – Hongrie à la Serbie et dans les hostilités ouvertes par la Bulgarie contre la Serbie le 11 octobre 1915 et conduites par l'Allemagne, alliée de l'Autriche Hongrie, de la Turquie et de la Bulgarie, fasse place à une Paix solide, juste e durable.

Les Hautes Parties Contractantes ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

(i nomi sono qui omissi)

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

SECTION VII

PROPRIETE INDUSTRIELLE

190. Sous réserve des stipulations du présent Traité, les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, telle que cette propriété est définie par les Conventions internationales de Paris et de Berne visées aux article 166, seront rétablis ou restaurés, à partir de la mise en vigueur du présent Traité dans les territoires des Hautes Parties Contractantes, en faveur des personnes qui en étaient bénéficiaires, au moment où l'état de guerre a commencé d'exister, ou de leurs ayants droit. De même les droits qui si la guerre n'ayant pas eu lieu, auraient pu être acquis pendant la durée de la guerre, à la suite d'une demande formée pour la protection de la propriété industrielle ou de la publication d'une oeuvre littéraire ou artistique, seront reconnus et établis en faveur des personnes qui auraient des titres, à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

Toutefois, les actes faits en vertu des mesures spéciales qui auront été prises pendant la guerre, par une autorité législative, exécutive ou administrative d'une Puissance allié ou associée à l'égard des droits des ressortissants bulgares, en matière de

propriété industrielle, littéraire ou artistique demeureront valables et continueront à avoir leurs pleins effets.

Il n'y aura lien à aucune revendication ou action soit de la part de la Bulgarie ou de ressortissants bulgares contre l'utilisation qui aura été faite pendant la durée de la guerre, par le Gouvernement d'une Puissance alliée ou associée ou par toute personne, pour le compte de ce Gouvernement ou avec son assentiment, de droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, ni contre la vente, la mise en vente ou l'emploi de produits, appareils, articles ou objets quelconques auxquels s'appliquaient ces droits.

Si la législation d'une des Puissances alliées ou associées, en vigueur au moment de la signature du présent Traité, n'en a pas disposé autrement, les sommes dues ou payées par application de toute acte et de toute opération effectués en exécution des mesures spéciales visées à l'alinéa 2 du présent article, recevront la même affectation que les autres créances des ressortissants bulgares, conformément aux dispositions du présent Traité et les sommes produites par des mesures spéciales prises par le Gouvernement bulgares en ce qui concerne les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique des ressortissants des Puissances alliées ou associées, seront considérées et traitées comme toutes les autres dettes des ressortissant bulgares.

Chacune des Puissances alliées ou associées se réserve la faculté d'apporter aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique (à l'exception des marques de fabrique ou de commerce) acquis avant la guerre, ou pendant sa durée, ou qui seraient acquis ultérieurement, suivant sa législation par des ressortissants bulgares, soit en les exploitant, soit en accordant des licences pour exploitation, soit en conservant le contrôle de cette exploitation, soit autrement, telles limitations, conditions ou restrictions qui pourraient être considérées comme nécessaires pour les besoins de la défense nationale, ou dans l'intérêt public, ou pour assurer un traitement équitable par la Bulgarie des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique possédés sur le territoire allemands par ses ressortissants ou pour garantir l'entier accomplissement de toutes les obligations contractées par la Bulgarie en vertu du présent Traité. Pour les droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, qui seraient acquis après la mise en vigueur du présent Traité, la faculté ci-dessus réservée aux Puissances alliées et associées, ne pourra être exercée que dans le cas où les limitations, conditions ou restrictions pourraient être considérées comme nécessaires pour les besoins de la défense nationale ou de l'intérêt public.

Dans le cas où il serait fait application par les Puissances alliées et associées des dispositions qui précèdent, il sera accordé des indemnités ou des redevances raisonnables, qui recevront la même affectation que toutes les autres sommes dues à des ressortissants bulgares, conformément aux dispositions du présent Traité.

Chacune des Puissances alliées ou associées se réserve la faculté de considérer comme nulle et de nul effet toute cession totale ou partielle, et toute concession de droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, qui auraient été effectuées depuis le 1 août 1914 ou qui le seraient à l'avenir et qui auraient pour résultat de faire obstacle à l'application des dispositions du présent article.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique compris dans les sociétés ou entreprises, dont la liquidation a été effectuée par les Puissances alliées ou associées, conformément à la législation exceptionnelle de guerre, ou sera effectuée en vertu de l'article 177, paragraphe b).

191. Un délai minimum d'une année, à partir de la mise en vigueur du présent Traité, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, sera accordé aux ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque Etat pour conserver ou obtenir les droits de propriété industrielle déjà acquis au 1 août 1914 ou qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date, à la suite d'une demande faite, avant la guerre ou pendant sa durée, ainsi que pour y former opposition. Toutefois, cet article ne pourra conférer aucun droit pour obtenir aux Etats Unis d'Amérique la reprise d'une procédure d'interférence dans laquelle aurait été tenue l'audience finale.

Les droits de propriété industrielle qui auraient été frappés de déchéance par suite du défaut d'accomplissement d'un acte, d'exécution d'une formalité ou de paiement d'une taxe seront remis en vigueur, sous la réserve toutefois en ce qui concerne les brevets et dessins, que chaque Puissance alliée ou associée pourra prendre les mesures qu'elle jugerait équitablement nécessaires pour la sauvegarde des droits des tiers qui auraient exploité ou employé des brevets ou des dessins pendant le temps où ils étaient frappés de déchéance. De plus, les brevets d'invention ou dessins appartenant à des ressortissants allemands et qui seront ainsi remis en vigueur, demeureront soumis, en ce qui concerne l'octroi des licences, aux prescriptions qui leur auraient été applicables pendant la guerre, ainsi qu'à toutes les dispositions du présent Traité.

La période comprise entre le 1 août 1914 et la date de la mise en vigueur du présent Traité n'entrera pas en ligne de compte dans le délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet ou pour l'usage de marques de fabrique ou de commerce ou de dessins et il est convenu en outre qu'aucun brevet, marque de fabrique ou de commerce ou dessin qui était encore en vigueur au 1 août 1914 ne pourra être frappé de déchéance ou d'annulation du seul chef de non exploitation ou de non-usage avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent Traité.

192. Aucune action ne pourra être intentée ni aucune revendication exercée, d'une part, par des ressortissants bulgares, ou par des personnes résidant ou exerçant leur industrie en la Bulgarie, et d'autre part, par des ressortissants des Puissances alliées ou associées ou des personnes résidant ou exerçant leur industrie sur le territoire de ces Puissances ni par les tiers auxquels ces personnes auraient cédé leurs droits pendant la guerre, à raison de faits qui se seraient produits sur le territoire de l'autre Partie, entre la date de l'état de guerre et celle de la mise en vigueur du présent Traité et qui auraient pu être considérés comme portant atteinte à des droits de propriété industrielle ou de propriété littéraire ou artistique ayant existé à un moment quelconque pendant la guerre ou qui seront rétablis conformément aux articles 191.

Aucune action ne sera également recevable de la part des mêmes personnes, pour infraction aux droits de propriété industrielle ou artistique, à aucun moment, à l'occasion de la vente ou de la mise en vente, pendant un an à dater de la signature du présent Traité sur les territoires des Puissances alliées ou associées, d'une part, ou de la Bulgarie, d'autre part, de produits ou articles fabriqués, ou d'œuvres littéraires ou artistiques publiées durant la période comprise entre la date de l'état de guerre et celle de la signature du présent Traité, ni à l'occasion de leur acquisition et de leur emploi ou usage, étant entendu toutefois que cette disposition ne s'appliquera pas lorsque les possesseurs des droits avaient leur domicile ou des établissements industriels ou commerciaux situés dans les régions occupées par la Bulgarie au cours de la guerre.

Cet article ne sera pas applicable aux rapports entre les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et la Bulgarie d'autre part.

193. Les contrats de licences d'exploitation de droits de propriété industrielle ou de reproduction d'œuvres littéraires ou artistiques, conclus avant l'état de guerre, entre des ressortissants des Puissances alliées ou associées ou des personnes résidant sur leur territoire ou y exerçant leur industrie d'une part et des ressortissants bulgares d'autre part, seront considérés comme résiliés, à dater de l'état de guerre, entre la Bulgarie et la Puissance alliée ou associée. Mais, dans tous les cas, le bénéficiaire primitif d'un de ce genre aura le droit, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, d'exiger du titulaire des droits la concession d'une nouvelle licence, dont les conditions, à défaut d'entente entre les parties, seront fixées par le tribunal qualifié à cet effet dans le pays sous la législation duquel les droits ont été acquis, sauf dans le cas de licences obtenues en vertu de droits acquis sous la législation bulgare; dans ce cas, les conditions seraient fixées par le Tribunal arbitral mixte prévu par la Section VI de la présente Partie. Le Tribunal pourra, s'il y a lieu, fixer alors le montant des redevances qui lui paraîtraient justifiées, en raison de l'utilisation des droits pendant la guerre.

Les licences relatives à des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique qui auront été concédés suivant la législation spéciale de guerre d'une Puissance alliée ou associée ne pourront se trouver atteintes par la continuation d'une licence existant avant la guerre, mais elles demeureront valables et continueront à avoir leurs pleins effets, et dans le cas où une de ces licences aurait été accordé au bénéficiaire

primitif d'un contrat de licence passé avant la guerre, elle sera considérée comme s'y substituant.

Lorsque des sommes auront été payées pendant la guerre, en vertu de contrat ou licence quelconques intervenus avant la guerre pour l'exploitation des droits de propriété industrielle ou pour la reproduction ou la représentation d'ouvrages littéraires, dramatiques ou artistiques, ces sommes recevront la même affectation que les autres dettes ou créances des ressortissants bulgares, conformément au présent Traité.

Cet article ne sera pas applicable aux rapports entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Bulgarie d'autre part.

194. Les habitants des territoires séparés de la Bulgarie en vertu du présent Traité, conserveront, nonobstant cette séparation et le changement de nationalité qui en résultera, la pleine et entière jouissance en Bulgarie de tous les droits de propriété industrielle et de propriété littéraire et artistique, dont ils étaient titulaires suivant la législation bulgare, au moment de cette séparation.

Les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique en vigueur sur les territoires séparés de la Bulgarie conformément au présent Traité, au moment de la séparation de ces territoires d'avec la Bulgarie ou qui seront rétablis ou restaurés par application de l'article 109 seront reconnus par l'État auquel sera transféré ledit territoire et demeureront en vigueur sur ce territoire, pour la durée qui leur sera accordée suivant la législation bulgare.

195. Une convention spéciale règlera toutes les questions concernant les archives, registres et plans relatifs aux services de la propriété industrielle, littéraire et artistique ainsi que leur transmission ou communication éventuelle par les Offices de la Bulgarie aux Offices des États cessionnaires des territoires de la Bulgarie.

(omissis)

b) Testo inglese.

The Treaty of Neuilly sur Seine. Done in November 17, 1919.

The United States of America, The British Empire, France, Italy and Japan,

These Powers being described in the present Treaty as the Principal Allied and Associated Powers,

Belgium, Bolivia, Brazil, China, Cuba, Ecuador, Greece, Guatemala, Haiti, The Hedjaz, Honduras, Liberia, Nicaragua, Panama, Peru, Poland, Portugal, Roumania, The Serb-Croat-Slovene State, Siam, Czecho-Slovakia And Uruguay,

The Powers constituting with the Principal Powers mentioned above the Allied and Associated Powers,

of the one part;

And Bulgaria on the other part;

Whereas on the request of the Royal Government of Bulgaria an Armistice was granted to Bulgaria on September 29, 1918, by the Principal Allied and Associated

Powers in order that a Treaty of Peace might be concluded, and

Whereas the Allied and Associated Powers are equally desirous that the war in which certain among them were successively involved, directly or indirectly, against Bulgaria, and which originated in the declaration of war against Serbia on July 28, 1914, by Austria-Hungary, and in the hostilities opened by Bulgaria against Serbia on October 11, 1915, and conducted by Germany in alliance with Austria-Hungary, with Turkey and with Bulgaria, should be replaced by a firm, just and durable Peace,

For this purpose the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries:

(i nomi sono qui omissi)

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

SECTION VII.

INDUSTRIALE PROPERTY

190. Subject to the stipulations of the present Treaty, rights of industrial, literary and artistic property, as such property is defined by the International Conventions of Paris and of Berne, mentioned in Article 166, shall be re-established or restored, as from the coming into force of the present Treaty, in the territories of the High Contracting Parties, in favour of the persons entitled to the benefit of them at the moment when the state of war commenced or their legal representatives. Equally, rights which, except for the war, would have been acquired during the war in consequence of an application made for the protection of industrial property, or the publication of a literary or artistic work, shall be recognised and established in favour of those persons who would have been entitled thereto, from the coming into force of the present Treaty.

Nevertheless, all acts done by virtue of the special measures taken during the war under legislative, executive or administrative authority of any Allied or Associated Power in regard to the rights of Bulgarian nationals in industrial, literary or artistic property shall remain in force and shall continue to maintain their full effect.

No claim shall be made or action brought by Bulgaria or Bulgarian nationals in respect of the use during the war by the Government of any Allied or Associated Power, or by any persons acting on behalf or with the assent of such Government, of any rights in industrial, literary or artistic property, nor in respect of the sale, offering for sale, or use of any products, articles or apparatus whatsoever to which such rights applied.

Unless the legislation of any one of the Allied or Associated Powers in force at the moment of the signature of the present Treaty otherwise directs, sums due or paid in virtue of any act or operation resulting from the execution of the special measures mentioned in paragraph 1 of this Article shall be dealt with in the same way as other sums due to Bulgarian nationals are directed to be dealt with by the present Treaty; and sums produced by any special measures taken by the Bulgarian Government in respect of rights in industrial, literary or artistic property belonging to the nationals of the Allied or Associated Powers shall be considered and treated in the same way as other debts due from Bulgarian nationals.

Each of the Allied and Associated Powers reserves to itself the right to impose such limitations, conditions or restrictions on rights of industrial, literary or artistic

property (with the exception of trade-marks) acquired before or during the war, or which may be subsequently acquired in accordance with its legislation, by Bulgarian nationals, whether by granting licences, or by the working, or by preserving control over their exploitation, or in any other way, as may be considered necessary for national defence, or in the public interest, or for assuring the fair treatment by Bulgaria of the rights of industrial, literary and artistic property held in Bulgarian territory by its nationals, or for securing the due fulfilment of all the obligations undertaken by Bulgaria in the present Treaty. As regards rights of industrial, literary and artistic property acquired after the coming into force of the present Treaty, the right so reserved by the Allied and Associated Powers shall only be exercised in cases where these limitations, conditions or restrictions may be considered necessary for national defence or in the public interest.

In the event of the application of the provisions of the preceding paragraph by any Allied or Associated Power, there shall be paid reasonable indemnities or royalties, which shall be dealt with in the same way as other sums due to Bulgarian nationals are directed to be dealt with by the present Treaty.

Each of the Allied or Associated Powers reserves the right to treat as void and of no effect any transfer in whole or in part of or other dealing with rights of or in respect of industrial, literary or artistic property effected after August 1, 1914, or in the future, which would have the result of defeating the objects of the provisions of this Article.

The provisions of this Article shall not apply to rights in industrial, literary or artistic property which have been dealt with in the liquidation of businesses or companies under war legislation by the Allied or Associated Powers, or which may be so dealt with by virtue of Article 177, paragraph (b).

191. A minimum of one year after the coming into force of the present Treaty shall be accorded to the nationals of the High Contracting Parties, without extension fees or other penalty, in order to enable such persons to accomplish any act, fulfil any formality, pay any fees, and generally satisfy any obligation prescribed by the laws or regulations of the respective States relating to the obtaining, preserving, or opposing rights to, or in respect of, industrial property either acquired before August 1, 1914, or which, except for the war, might have been acquired since that date as a result of an application made before the war or during its continuance, but nothing in this Article shall give any right to reopen interference proceedings in the United States of America where a final hearing has taken place.

All rights in, or in respect of, such property which may have lapsed by reason of any failure to accomplish any act, fulfil any formality, or make any payment, shall revive, but subject in the case of patents and designs to the imposition of such conditions as each Allied or Associated Power may deem reasonably necessary for the protection of persons who have manufactured or made use of the subject matter of such property while the rights had lapsed. Further, where rights to patents or designs belonging to Bulgarian nationals are revived under this Article, they shall be subject in respect of the grant of licences to the same provisions as would have been applicable to them during the war, as well as to all the provisions of the present Treaty.

The period from August 1, 1914, until the coming into force of the present Treaty shall be excluded in considering the time within which a patent should be worked or a trade mark or design used, and it is further agreed that no patent, registered trade mark or design in force on August 1, 1914, shall be subject to revocation or cancellation by reason only of the failure to work such patent or use such trade mark or design for two years after the coming into force of the present Treaty.

192. No action shall be brought and no claim made by persons residing or carrying on business within the territories of Bulgaria on the one part and of the Allied or Associated Powers on the other, or persons who are nationals of such Powers respectively, or by any one deriving title during the war from such persons, by reason of any action which has taken place within the territory of the other party between the date of the declaration of war and that of the coming into force of the present Treaty, which might constitute an infringement of the rights of industrial property or rights of literary and artistic property, either existing at any time during the war or revived under the provisions of Article 191.

Equally, no action for infringement of industrial, literary or artistic property rights by such persons shall at any time be permissible in respect of the sale or offering for sale for a period of one year after the signature of the present Treaty in the territories of the Allied or Associated Powers on the one hand or Bulgaria on the other, of products or articles manufactured, or of literary or artistic works published, during the period between the declaration of war and the signature of the present Treaty, or against those who have acquired and continue to use them. It is understood, nevertheless, that this provision shall not apply when the possessor of the rights was domiciled or had an industrial or commercial establishment in the districts occupied by Bulgaria during the war.

This Article shall not apply as between the United States of America on the one hand and Bulgaria on the other.

193. Licenses in respect of industrial, literary or artistic property concluded before the war between nationals of the Allied or Associated Powers or persons residing in their territory or carrying on business therein, on the one part, and Bulgarian nationals, on the other part, shall be considered as cancelled as from the date of the declaration of war between Bulgaria and the Allied or Associated Power. But, in any case, the former beneficiary of a contract of this kind shall have the right, within a period of six months after the coming into force of the present Treaty, to demand from the proprietor of the rights the grant of a new license, the conditions of which, in default of agreement between the parties, shall be fixed by the duly qualified tribunal in the country under whose legislation the rights had been acquired, except in the case of licenses held in respect of rights acquired under Bulgarian law. In such cases the conditions shall be fixed by the Mixed Arbitral Tribunal referred to in Section VI of this Part. The tribunal may, if necessary, fix also the amount which it may deem just should be paid by reason of the use of the rights during the war.

No license in respect of industrial, literary or artistic property, granted under the special war legislation of any Allied or Associated Power, shall be affected by the continued existence of any license entered into before the war, but shall remain valid and of full effect, and a license so granted to the former beneficiary of a license entered into before the war shall be considered as substituted for such license.

Where sums have been paid during the war by virtue of a license or agreement concluded before the war in respect of rights of industrial property or for the reproduction or the representation of literary, dramatic or artistic works, these sums shall be dealt with in the same manner as other debts or credits of Bulgarian nationals, as provided by the present Treaty.

This Article shall not apply as between the United States of America on the one hand and Bulgaria on the other.

194. The inhabitants of territories separated from Bulgaria by virtue of the present Treaty shall, notwithstanding this separation and the change of nationality consequent thereon, continue to enjoy in Bulgaria all the rights in industrial, literary and artistic property to which they were entitled under Bulgarian legislation at the time of the separation.

Rights of industrial, literary, and artistic property which are in force in the territories separated from Bulgaria under the present Treaty at the moment of the separation of these territories from Bulgaria, or which will be re-established or restored in accordance with the provisions of Article 109 of the present Treaty, shall be recognised by the State to which the said territory is transferred and shall remain in force in that territory for the same period of time given them under the Bulgarian law.

(omissis)